



# Union Nationale des Étudiants de France

- Fondée à Lille le 4 mai 1907 ● Reconnue d'Utilité Publique le 16 mai 1929 ● Membre fondateur de l'UIE ●
- Charte de Grenoble 1946, naissance du Syndicalisme Étudiant ● Fondatrice de la MNEF ●
- 59<sup>ème</sup> Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Étudiant ●

Paris, le 11 février 1997

## Aux membres du Collectif National

Cher (e) camarade,

Je t'informe que le **prochain Collectif National** se tiendra comme prévu

**Les samedis 22 et dimanches 23 février 1997**  
**à partir de 9h30**  
**(Le lieu te sera communiqué ultérieurement).**

## Ordre du jour:

- Actualité universitaire: rapport d'étape de la réforme Bayrou, sommet pour l'emploi des jeunes
- Activité de l'UNEF: riposte quant à la baisse des postes au CAPES, Sos-Aide sociale (Luttes locales (fond d'urgences, aides directes et indirectes) en lien avec la mise en place du guichet unique), solidarité internationale, élections universitaires...
- Congrès: Discussion, amendements et vote sur le texte d'orientation présenté par la commission du texte du BN.

Nous te communiquons suite au BN des 08 et 09 février la constitution des commissions des textes (orientation, analyse et propositions), ainsi qu'une liste de responsables de l'UNEF invités au BN. En effet, dans le cadre de la préparation du congrès, il nous a semblé nécessaire d'élargir le BN, afin de mieux travailler avec les régions (rapport à l'union nationale, suivis, nouvelles implantations, élections...), de mieux faire fonctionner les secteurs d'activités et commissions.

Il s'agit bien ici d'invitations au BN pour l'aider dans son travail en direction des AGE et non pas d'entrées nouvelles.

De plus je t'informe que le BN, toujours dans le cadre de la préparation du congrès, a décidé d'inviter au secrétariat: Clara Nesic et Raphaël Aulas.

Ci-joint, plusieurs documents dont le rapport d'étape et la déclaration de l'UNEF sur la réforme. Ces deux documents sont à utiliser largement d'une part pour que les étudiants se fassent eux mêmes une idée des propositions de BAYROU, d'autre part pour faire connaître l'analyse de l'UNEF en la matière.

A bientôt.

*Delphine PUCEL*

## **Invités au BN**

Rémy LACAPERE (Président Montpellier)

Stéphane BONNERY (Toulouse école d'assistants sociaux)

Mathilde GRANGIENS (Nantes bureau d'AGE)

Mathieu PERRIN (Président de Lyon)

Valérie DIETLIN (Présidente Besançon)

Cécile CUKIERMAN (Présidente de P1)

## **Texte d'orientation**

Christophe FAVERJON

Sylvain FAUVINET

Stéphane BONNERY

Sylvère MAGNON

Sylvie JIROUDI

## **Texte propositions et analyses**

Clara NESIC

Pierre-Henri LAB

Cyrille BERNARDIN

Anthony SMITH

Anne BARBAGELATA

Vanessa LERI



# Union Nationale des Étudiants de France

- Fondée à Lille le 4 mai 1907 ● Reconnue d'Utilité Publique le 16 mai 1929 ● Membre fondateur de l'UIE ●
- Charte de Grenoble 1946, naissance du Syndicalisme Étudiant ● Fondatrice de la MNEF ●
- 59<sup>ème</sup> Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Étudiant ●

Paris le 28 février 1997

Cher (e) Camarade,

Tu trouveras ci-joint le rapport du Collectif National de l'UNEF de ce week-end, mais également l'avant projet de résolution amendé par le CN dimanche dernier. Le compte rendu plus exhaustif de ces deux journées de travail te parviendra dans les jours prochains.

Pour l'heure, je te propose de prendre largement connaissance des documents car ils sont importants pour notre activité.

- Je te rappelle à ce sujet que sont déjà disponibles dans ton AGE, le quatre pages UNEF sur les commissions BAYROU et le "Nouveau Campus". Prends toutes les dispositions afin de les diffuser massivement. Un autre quatre pages qui analyse le Rapport d'Etapes à l'aune des revendications étudiantes du mouvement de Novembre et Décembre 95 est à l'écriture.

Tu trouveras encore dans ce courrier, un exemplaire de la pétition renforcement de l'UNEF., Mets la largement à disposition des adhérents de ton AGE et des étudiants de ta fac : nous nous sommes fixés un objectif de 100 000 pétitions signées pour fin Juin dont 20 000 d'ici le 23 Mars. De plus, elle est le matériel privilégié de l'interfac que mène actuellement l'UNEF (Si ton AGE n'y a pas participé, contacte rapidement Karine DELPAS).

*Salutations syndicales  
Marie-Pierre Vieu*

PS : Je te rappelle que le prochain Collectif National aura lieu le lundi 31 Mars.  
D'ici là pour le calcul de nombre de délégués de ton AGE, annonce ton chiffre Orga au B.N. avant le 1er mars et remonte les talons pour le 15 Mars.

# **RAPPORT AU COLLECTIF NATIONAL**

**Paris 8, le 22 et 23 février 97**

*Rapporteur : Karine DELPAS  
Secrétaire à l'organisation*

## Introduction :

Nous abordons ce collectif national alors que de forts mouvements sociaux sont en train de se développer dans ce pays, que des solidarités grandissent. Je pense en particulier à la puissance des voix qui s'élèvent contre le projet DEBRE.

Il apparaît donc que si le gouvernement poursuit et diversifie ces attaques, avance dans la casse des services publics, les résistances qu'ils rencontrent elles aussi se multiplient.

Ainsi, c'est au moment même où Juppé tient son Sommet sur l'emploi des jeunes, et tente de faire passer l'idée qu'il n'est plus possible de créer des emplois stables, que modernité rime avec précarité et flexibilité, que les conducteurs de bus et tramways relancent l'offensive sur la retraite à 55 ans ce qui ouvrirait des perspectives d'embauche pour des milliers de jeunes.

C'est encore au moment où le FN prend la mairie de Vitrolles que s'affirme avec force la détermination des intellectuels et artistes à Châteauvallon ou encore c'est l'explosion de la colère et l'appel à la désobéissance civile repris massivement face aux certificats d'hébergements. Ces mouvements, ces solidarités que nous avons qualifié de nouvelles lors de notre Collectif National de rentrée, et qui sont en train de se renforcer, il nous faut les examiner avec encore plus d'attention.

Car si la preuve est une fois de plus faite, qu'alors que grandit davantage le sentiment du gâchis voire "d'inhumanité" des choix faits par le gouvernement, ils sont réellement nombreux à s'engager pour que ça change, la proportion est encore plus forte parmi les jeunes et les étudiants.

Que se soit sur les questions relatives aux concours avec la mobilisation massive des CAPES, AGREG, ils étaient plus d'un millier mercredi dans les rues de Paris à manifester et cela à moins d'un mois du concours, que ce soit sur les questions de réforme BAYROU ou les ---- "stages diplômants", que ce soit encore autour du projet DEBRE, les débats et les exigences traversent les campus.

Un an après le mouvement de Novembre et Décembre 95, ils sont des milliers à rester insatisfaits sur les réponses fournies par BAYROU, encore plus par les actes car dans leur vie, rien n'a changé. Ils sont encore traversés par les questions qui traversent toute la société, on a vu combien les 16-30ans ont été peu dupés à l'arnaque que constituait la proposition du CNPF sur les stages diplômants, on sent aussi beaucoup leur inquiétude face au chômage, l'exclusion et la montée du FN. Il est donc besoin plus qu'à aucun autre moment que l'UNEF réponde à leurs attentes soit tout à la fois un outil d'information, un moyen d'action, un relais pour leurs revendications mais encore une force de propositions.

Cela vaut pour l'actualité proche, cela vaut encore d'un point de vue identitaire et alors que nous sommes à quelques mois de notre congrès, c'est sur ces différentes questions que je voudrais revenir dans mon rapport.

## I Actualité Universitaire et tout d'abord, la Réforme

### 1) Les axes de réformes annoncés par BAYROU s'inscrivent complètement dans le prolongement des réformes précédentes.

De DEVAQUET au rapport LAURENT, en passant par JOSPIN, LANG et le CIP... leur volonté de remodeler l'université affichaient des objectifs identiques, et en premier lieu la casse du service public d'Enseignement Supérieur.

Loin d'être novateur, BAYROU, propose dans la droite ligne de ses prédécesseurs d'avancer encore plus sur cette logique en s'attaquant à tous les pans de l'Enseignement Supérieur et de la vie des étudiants.

Pédagogie, aide sociale, gestion des universités, statut des personnels... tous est bon pour précariser, dénaturer les diplômes, s'attaquer aux contenus de la formation initiale et mettre les facs en concurrence

C'est toute la notion de service public et par conséquent le droit au savoir et à la formation qui sont ainsi remis en cause.

Pour preuve, BAYROU programme la réforme à budget constant voire réduit, et ainsi de se désengager encore plus ou profit de financements locaux (collectivités, entreprises...).

Cette réforme, c'est donc bien un projet cohérent avec une logique de démantèlement de l'Enseignement Supérieur!

Cette logique, il nous appartient de la condamner fermement, de montrer clairement en quoi BAYROU s'attaque à nos acquis.

Pour autant, et ce au vu des premières ripostes engagées dans certaines facs, en tant que syndicalistes on ne peut pas s'arrêter à un discours de principe.

D'autant plus que BAYROU pour avancer sur ses objectifs, ne s'en tient pas à une formule générale. Au contraire, point par point, c'est à des mesures concrètes que nous devons faire face.

Et pour faire ses propositions BAYROU, n'y va pas au hasard, mais part bel et bien des questions mises en débat par les étudiants eux mêmes lors du mouvement de Novembre 95, et ce pour mieux les dévoyer.

Aide sociale, pédagogie, stages... sont autant d'enjeux pour réussir ses études et donc autant de questions vis à vis desquelles les étudiants ont des attentes.

Et même si BAYROU veut avancer dans le remodelage, il doit tenir compte d'un certain nombre d'exigences et du rapport de force.

Tenir compte ne signifie pas que d'ores et déjà on aurait gagné sur des revendications.

Pour autant certaines exigences ont été rendues incontournables et nous devons y être attentif.

Quand BAYROU dans son Rapport d'Etape parle d'année Joker pour les bourses, de carte nationale des passerelles et de transparence quant à l'attribution des allocations de thèse, il ne promet rien certes mais il en parle et il ne tient qu'à nous de créer les conditions pour l'obliger à aller au bout.

C'est pourquoi, je pense qu'il nous faut faire attention à ne pas passer à côté des étudiants en réduisant notre intervention à une position de principe.

Au contraire, regardons point par point ce que BAYROU propose, vers quoi il veut aller et faisons la comparaison avec les véritables besoins sur nos facs et les exigences des étudiants, c'est le meilleur moyen pour permettre aux étudiants de juger sur pièce les axes de la réforme.

**\* Dans le cadre de la semestrialisation, BAYROU propose de regrouper des disciplines proches pour aboutir à huit organisations de semestres initiaux :**  
droit, éco, gestion, administration / lettres, langues / sciences humaine et sociales / sciences / arts / staps, métiers du sport et activités des loisirs / sciences et techniques de l'organisation / sciences et techniques pour l'ingénieur.

Le Premier semestre serait alors composé de trois unités d'enseignements à savoir une dominante (par exemple droit), des disciplines proches (économie, gestion, administration) et une unité de méthodologie dont le contenu n'est toujours pas défini.

A l'issue de ce premier semestre, trois optiques sont possibles : si le premier choix (ici-droit) est confirmé, l'étudiant poursuit normalement en deuxième semestre. Sinon il y a réorientation et là, deux cas se présentent ; soit l'étudiant poursuit dans un champ disciplinaire proche (ici économie), soit il se réoriente totalement vers un autre Deug.

Dans les deux cas, une commission de validation examinerait les résultats obtenus et validerait certains enseignements. On est donc loin du libre choix de l'étudiant. Avec la mise en place d'une commission examinant les dossiers à partir de critères fixés localement dans chaque université, c'est le tri des étudiants programmés dès le premier semestre.

Et BAYROU ne s'arrête pas là. Appuyé par les présidents d'université et les enseignants, proposition est faite de supprimer la session de septembre au profit, éventuellement, de rattrapages dans les semaines suivant les examens.

Alors que partout, les numerus clausus se multiplient, que les préinscriptions par Minitel font des ravages, que des TD sont supprimés BAYROU propose d'avancer encore plus dans la sélection. Pour certaines facs, n'est-ce pas une garantie de plus, pour restreindre au maximum l'accès à certaines filières.

Ainsi, après un premier semestre, on pourra réduire le nombre d'étudiants en droit et parallèlement proposer d'autres filières aux étudiants les plus en échec. C'est donc la dévalorisation de certaines filières qui est programmée.

Dans ce cadre n'avons nous pas à être plus offensif et revendicatif pour imposer d'autres choix ? Le débat sur l'orientation ne le refusons pas, il existe, il nous appartient donc de le mettre entre les mains des étudiants et avec eux d'avancer sur un certain nombre de garanties à imposer comme la charte des examens, session de septembre, le libre choix de son orientation, la capitalisation des acquis.

Et quand BAYROU parle d'échec en Deug mais refuse d'accorder des moyens pour garantir l'encadrement, faisons grandir l'exigence d'une loi de programmation budgétaire et de créations de postes pour être 25 par TD.

Pour cela, n'y a-t-il pas dans les jours à venir à poursuivre le point dans chaque filière des moyens arrachés l'an dernier et au regard du premier semestre de ce qui reste à obtenir.

Déjà à Toulouse, 400 étudiants en A.G. décident de lancer la bataille pour la transformation des heures sups en emplois. Les élus UNEF obtiennent alors que l'arrêt des horaires supplémentaires soit inscrit au débat du prochain CA.

De la même manière, peut on parler d'orientation lorsque chaque année des milliers de bacheliers sont refoulés aux portes de l'université ?

Fort du SOS Inscription, l'UNEF peut être à l'offensive pour imposer la suppression de Ravel en R.P. et d'une manière générale de toute forme de sélection à l'entrée de la fac.

**\* Dans ses attaques, BAYROU ne s'en tient pas au premier cycle.**

Via deux mesures, il s'en prend aux formations générales de licence et maîtrise et au cadre national des diplômes.

D'une part, il propose un semestre entier en Europe, d'autre part, c'est la mise en place d'une première expérience professionnelle. Cette nouvelle formule des stages diplômants témoigne d'un net recul par rapport à la proposition initiale du CNPF.

Le stage serait d'une durée de 2 à 4, 5 mois, intégré dans un semestre et rémunéré 1.800 francs maximum. Pour autant la volonté du CNPF reste la même et le tour de passe passe a du mal à prendre. En effet, cette dernière formule n'altère en rien la possibilité offerte aux entreprises d'utiliser à bon marché les compétences des jeunes diplômés et ainsi de précariser le plus tôt possible toute une partie de la jeunesse.

Et en ce qui concerne la nature des diplômés et le volume horaire de la formation générale, les questions demeurent.

Va-t-on valider le même diplôme à un étudiant ayant effectué une année pleine à l'université et à un étudiant ayant passé un semestre en entreprise ?

Ce stage va-t-il être prétexte pour les entreprises à refuser des embauches de diplômés n'ayant pas cette expérience à leur actif ?

Là aussi, il ne suffira pas pour l'UNEF de se positionner en contre.

Si on parle de stage dans le cadre de la formation générale, chiche !

D'ores et déjà, l'UNEF peut réaffirmer un certain nombre d'exigences : tout d'abord celle d'un stage complètement validé par l'université, ensuite celle du maintien du volume horaire actuel des formations.

Mettons alors en débat la charte des stages pour imposer le plus de garanties possibles sur le contenu, le suivie pédagogique, la durée, la rémunération, la recherche du stage...

En matière d'emplois et d'insertion professionnelle, nous avons aussi des revendications à mettre en avant comme l'embauche des jeunes diplômés à leur niveau de qualification, la possibilité d'avoir une couverture sociale jusqu'à l'obtention du premier emploi et pourquoi pas une allocation de recherche du premier emploi.

La manif de mercredi, la riposte grandissante sur les CAPES AGREG et les convergences réalisées avec les salariés depuis le CIP et plus récemment en Novembre et Décembre vont être dans la période autant d'appuis pour faire vivre ces revendications sur le terrain et gagner tout ce qui peut l'être.

**Pour avancer dans la logique de sélection et de précarisation, des étudiants BAYROU s'empare d'une des questions essentielles, à savoir l'aide sociale.**

Alors qu'il faudrait immédiatement 6 milliards de francs pour assurer la rénovation des oeuvres universitaires, que plus d'un étudiant sur trois se salarie pour financer ses études, que seulement 10% des demandes sont satisfaites en Cité-U... BAYROU propose d'engager la réforme de l'aide sociale à budget constant voire réduit.

Et il ne s'arrête pas là, puisqu'il se livre à une refonte de toutes les aides existantes en une allocation unique, ceci sous couvert d'autonomie des étudiants. Mais l'autonomie BAYROU la pense dans un cadre d'augmentation des frais d'inscription, de multiplication des petits boulots à la fac, de Cité-U et de cafet semi privées et j'en passe.

Sera-t-on plus autonome avec d'un côté une allocation d'étude et de l'autre un véritable racket ? je ne le crois pas.

De plus, peut on réduire le débat sur l'accès aux études à une question d'autonomie ? Pouvoir vivre et étudier dans de bonnes conditions ne peut se résumer à une simple formule.

A l'UNEF, nous avons fait le choix (contrairement à d'autres) de replacer l'aide sociale dans le cadre du service public d'Enseignement Supérieur.

Cela se passe par un certain nombre de droits à garantir comme l'accès au transport, à la restauration, au logement, à la culture et aux loisirs...

Cela se passe aussi par la nécessité de revaloriser d'une manière conséquente les bourses existantes. Dans ce cadre je ne pense pas que nous ayons à rougir de nos propositions : du demi-tarif sur les transports, de la construction de 600.000 chambres en Cité-U, de spectacles gratuits... et d'atteindre rapidement 40% de boursiers.

Dans certaines villes, certains droits existent déjà. Avec le SOS Aide Sociale, nous pouvons en gagner d'autres et organiser tout de suite les étudiants ayant besoin d'une aide quelle qu'elle soit, BAYROU met en place dès le mois de Mars un guichet unique pour effectuer les demandes de bourses et de logements, via un serveur Minitel. Le SOS Aide Sociale, peut donc aussi aider à informer les étudiants des démarches à faire, des dates limites et commencer à organiser comme on peut le faire avec le SOS Inscription les ratés du Minitel.

**\* Pour parachever son projet, BAYROU décide d'avancer encore plus dans l'autonomie des universités et ceci à plusieurs niveaux.**

Tout d'abord, les universités seraient propriétaires de leur patrimoine. Possibilité offerte donc de vendre des bâtiments à des banques, des Entreprises privées...

Ensuite, via l'asphyxie budgétaire, les universités devraient pour leur financement s'appuyer plus sur des partenaires locaux (collectivités, Entreprises) avec tout ce que ça engendre sur la régionalisation des établissements.

2) Face aux attaques portées par BAYROU, l'actualité universitaire est aussi marquée par des ripostes grandissantes.

Il nous faut donc apprécier au bon niveau l'état d'esprit des étudiants et où on en est sur les campus. Tout d'abord, et les premières diffusions du quatre pages en témoignent, les étudiants ont besoin de connaître mieux la réforme, d'en maîtriser les contenus bien au delà des effets médiatiques. Il suffit de tenir une table avec le quatre pages et le Rapport d'Etape pour voir le nombre important d'étudiants qui se posent des questions et nous les posent.

Dans la période, les mobilisations ne cessent de se multiplier.

Ce sont les étudiants de Nantes qui après plusieurs A.G. se mettent en grève pour protester contre le manque d'enseignants et les stages diplômants.

Au Mirail à Toulouse, c'est au nombre de 850 qu'ils se retrouvent en A.G. pour débattre de la réforme.

A Montpellier c'est au nombre de 150 et à Tolbiac c'est une A.G. de 200 étudiants.

C'est encore à Pau, 400 étudiants qui décident de riposter contre les lois DEBRE.

C'est aussi mercredi dernier un millier de manifestants à Paris au sujet des réduction de postes aux concours de recrutement.

## II Quelle intervention de l'UNEF ?

C'est donc en tenant compte de cette actualité chargée en coups mais aussi en ripostes que nous devons voir quelle sera notre intervention dans les semaines à venir.

1) Je crois qu'un des premiers gestes à avoir c'est d'informer tous les étudiants du contenu des axes de réforme dupés par BAYROU.

Cela se passe tout d'abord par mettre le Rapport d'Etape à disposition pour permettre aux étudiants de se faire leur propre idée.

Pour autant cela ne suffit pas.

En effet, même si on peut par endroits dégager des propositions claires, je pense notamment à l'évaluation du premier semestre, le Rapport d'Etape peut se lire de différentes manières et tous les risques que nous dénonçons peuvent ne pas aller de soi.

Il convient donc de l'accompagner de notre analyse, pas pour mentir aux étudiants mais pour mieux aider à la compréhension. Par ailleurs, je pense que nous aurons tout intérêt à ne pas engager le débat sur la réforme dans l'absolu mais plutôt de comparer les propositions BAYROU aux réalités auxquelles nous sommes déjà confrontés.

En effet, même si cette réforme doit s'appliquer pour la majeure partie en Septembre prochain, force est de constater que BAYROU n'a pas attendu jusque là en ce qui concerne les actes.

Pour preuve, les milliers d'étudiants refusés d'inscription, les exclus de l'aide sociale, la suppression de 20% des postes au CAPES et d'une manière générale la dégradation de nos conditions d'études au cours de cette moitié d'année consommée.

Ceci n'est il pas déjà révélateur du sens que BAYROU donne à ses propositions ?

Permettre aux étudiants d'en débattre, nous avons donc commencé à le faire dans une serre de facs. Je crois que dans les semaines à venir il faut continuer en appelant partout à des A.G. de filières, de facs, de Cité-U.

Déjà des A.G. sont programmées à Nice, à Rouen, à Jussieu.

Nous pouvons donc faire pression sur BAYROU pour gagner tout ce qui peut l'être, je pense notamment à Ravel, à l'année Joker, à la session de Septembre.

Pour autant, soyons attentifs car dans le même temps où les étudiants peuvent gagner sur certaines questions BAYROU peut avancer sur d'autres, notamment sur la sélection à l'issu du premier semestre, sur le guichet unique ou encore sur l'autonomie des universités.

Pour donner des perspectives, notamment sous forme de batailles nationales, le calendrier n'est pas vide d'échéances.

La manifestation nationale à l'appel de la FSU le 23 Mars prochain peut être un moment fort de convergences et d'exigences quant au service public et aux enjeux des formations.

D'ores et déjà, nous pouvons populariser cette date pour en faire le rendez-vous des étudiants.

**Il y a aussi tout ce qui se passe autour des lois DEBRE.** Cette semaine l'appel des intellectuels et des cinéastes a été relayé par des Orgas étudiantes dont l'UNEF et mis à disposition sous forme de pétition.

Mardi, jour du vote de ces lois à l'Assemblée un grand rassemblement est prévu à 15 heures à l'Assemblée Nationale. Pour le préparer, nous pourrions lundi et mardi tenir des A.G. sur les facs, et pour la province, appeler pour mardi à des rassemblements devant les préfectures.

Le Collectif National pourrait d'ailleurs faire un communiqué en la matière.

Et en ce qui concerne la réforme, nous proposons d'interpeller les députés avec l'UNEF ID partout où c'est possible sur les questions de moyens, de service public et de réquisition des facs PASQUA.

2) Dans un deuxième temps, comment allons nous faire vivre toutes ces initiatives en terme de matériel ? Je vous rappelle tout d'abord que le nouveau campus est arrivé dans les gares.

Dans la période, il peut constituer un des outils majeurs pour engager le débat avec les étudiants.

Il s'agit donc de programmer partout des diffusions massives.

Ensuite, nous avons toujours notre quatre pages. Même s'il a été rédigé avant le Rapport d'Etape et tient avant tout compte des premières commissions BAYROU, il reste d'actualité et permet d'informer sur la réforme. Pour autant, un autre matériel réactualisé au vu du Rapport d'Etape et des premières mobilisations va être rédigé.

Ensuite, nous avons décidé de sortir une pétition renforcement relative à la réforme. Cette pétition nationale peut et doit être le fil conducteur de notre intervention dans la période.

En effet, elle permet non seulement de pointer du doigt les mesures que nous rejetons, Minitel pour les demandes d'AS, diminution du volume horaire de nos formations, mais aussi de mettre en avant un certain nombre d'exigences comme l'année joker, la loi de programmation budgétaire, l'embauche des thésards...

Il ne s'agit donc pas de la prendre simplement comme une pétition de plus mais d'en faire un réel outil pour avoir une pratique de masse face à la réforme et pour donner des perspectives aux étudiants.

En effet, la pétition est construite d'exigences à faire vivre autour de batailles précises, je pense notamment à Ravel, aux moyens, l'année Joker, à la réquisition des facs privées...

Elle peut donc être un moyen majeur pour aider à préparer un A.G., une manif, un débat...

Nous pourrions alors nous fixer un objectif de 100.000 signataires d'ici à la manif nationale du 23 Mars.

3) Cette pétition, elle est aussi à utiliser comme matériel de renforcement. En effet au regard des attaques portées par le gouvernement et au regard de la dégradation de nos conditions de vie et d'étude nous décidions lors du dernier Collectif National de renforcer massivement notre syndicat.

Je crois qu'être plus de syndicalistes est un réel besoin .

Et alors que plus que jamais il nous faut apprécier le monde étudiant pour ce qu'il est, renforcer notre syndicat nous aiderait à mieux percevoir la réalité.

Quand sur une ville de 100.000 étudiants l'UNEF compte 150 adhérents, n'avons nous pas une photographie réduite de ce que sont les étudiants, de ce qu'ils vivent?

Ne nous mettons pas ainsi des freins quant aux nombres d'initiatives qu'on peut prendre !

Je crois qu'avec un congrès dans deux mois qui doit être le plus offensif possible, pour réfléchir à l'intervention de l'UNEF la plus juste et la plus utile pour l'ensemble des étudiants, on ne peut pas se contenter du nombre actuel de syndiqués à l'UNEF.

Nous n'aurons pas le même débat sur l'Orga et sur notre intervention si au congrès l'UNEF compte 10.000 adhérents.

Or, pour cela, il va nous falloir être beaucoup plus volontariste, car même si nous sommes tous conscients de la nécessité d'être plus nombreux, nous sommes encore trop peu à poser la question aux étudiants.

Pourtant, un fort potentiel existe et malgré nos limites, nous sommes très souvent capable de l'utiliser lorsque par exemple nous avons une pratique de masse sur un mouvement étudiant, sur les chaînes, sur les élections ou aujourd'hui sur la réforme.

Cette même pratique de masse on propose de l'avoir aujourd'hui sur le renforcement.

Déjà d'ailleurs des interfaces se sont tenus : plus de 20 NA ont été réalisées à Saint-Etienne, 15 à Nice.

Ce week-end discutons comment faire de ce renforcement une bataille utile pour le mouvement étudiant, comment permettre à des milliers d'étudiants de rejoindre l'UNEF et préparer son congrès !

### **III Préparer un 78ème Congrès offensif :**

Je voudrai ici prendre un instant sur l'esprit dans lequel il me semble nécessaire de préparer le 78ème congrès de l'UNEF.

D'abord précisons le d'emblée: il ne s'agit pas de tenir un congrès pour tenir un congrès et être en conformité avec nos statuts, je crois qu'au vue de l'actualité, l'initiative augure de beaucoup plus d'intérêt.

- En ce sens l'écueil à éviter est de préparer ce congrès en marge du débat universitaire et de société, sans tenir compte des questionnements qui traversent les étudiants. En temps normal, déjà ce constat nous le faisons, il m'apparaît que plus qu'à aucun autre moment notre préparation de congrès peut devenir un débat qui intéresse bon nombre d'étudiants. Parce que les interrogations que nous soulevons sur le besoin de créer un rapport de force dans l'Enseignement Supérieur, la recherche de radicalité face au pouvoir, le besoin d'unité et de convergences que nous cherchons à faire se développer, toutes les conséquences que cela induit sur notre pratique syndicale, sur la nature même d'un syndicalisme étudiant moderne peut les intéresser quand eux même cherchent à mieux être armés dans leur vie d'étudiants. Ainsi encore notre volonté d'être porteurs de plus de propositions et de perspectives pour l'Université et cela sur un nombre croissant de thèmes (je pense au besoin qui est le notre d'être par exemple plus offensif sur l'insertion des jeunes diplômés, ou sur l'accès à la culture pour ne prendre que ces deux questions) peut coïncider avec leur envie de mieux maîtriser les rouages de leur formation, leurs attentes de solutions alternatives viables pour changer l'Enseignement Supérieur. Notre congrès nous voulons donc le préparer, voire le tenir de manière ouverte, qu'il constitue un événement dans le paysage universitaire.

De ce point de vue, et nous en reparlerons encore demain lorsque nous examinerons en Collectif National l'avant projet d'orientation, il est un certain nombre de pistes que nous explorons qui peuvent aboutir en profondeur à modifier le paysage universitaire et social.

Je pense ici en particulier à l'idée que l'UNEF pourrait être moteur dans la construction d'un réseau des Organisations étudiantes voire de jeunesse, ce serait une manière de favoriser en bas l'unité, d'aller au delà par la création d'une structure large sans perdre pour autant nos identités mutuelles. Cela ne constituerait il pas une dynamique fondamentale pour des milliers d'étudiants et de jeunes ?

**CONCLUSION :**

Vous le voyez avec le 78ème congrès, c'est une discussion sans tabou que nous voulons avoir sur la lutte, le syndicalisme, l'UNEF. Sans tabou et sur le fond.

En accord sur des questions d'orientation, en désaccord sur d'autres, l'essentiel est me semble t-il de recentrer à chaque fois nos débats à l'aune des besoins des étudiants, de leurs exigences !

Je vous propose donc d'engager dès maintenant la discussion en vous rappelant que cet après-midi nous suspendrons nos travaux pour participer à la manifestation contre les lois DEBRE ! Le cortège sera un cortège étudiant, que nous devons préparer unitairement avec l'UNEF ID.

D'ici là, besoin est de revenir sur l'actualité universitaire et sociale